

# A Maisonneuve, journaliste qui méprise le droit à la sécurité des Marseillais



Monsieur,

Vous êtes le rédacteur en chef de la radio de service public « France Bleu Provence ».

Le préfet de Marseille a ordonné la fermeture du week-end de deux postes de police, aux Chartreux et à l'Estaque.

Cette nouvelle suscite la légitime indignation et l'inquiétude des populations de ces quartiers.

Ce matin, 10 novembre 2016, concernant cette information, vous avez affirmé sur France Bleu Provence qu'il fallait accepter les décisions du préfet et que la police devait « faire des économies. »

Je ne sais pas où vous avez été chercher, Monsieur

Maisonneuve, que la police « devait faire des économies » ni de quel droit vous vous permettez d'asséner une telle chose sur les ondes.

A vous entendre, il y aurait donc trop de police à Marseille et il serait temps de mettre un terme à cette débauche de forces de l'ordre dans notre ville...

Savez-vous, Monsieur Maisonneuve, que Marseille est une poudrière de violence, de délinquance et de crime, que des meurtres, des viols, des agressions, des vols et des règlements de comptes ont lieu pratiquement toutes les nuits et tous les jours, dans le centre ou dans les quartiers ?

Savez-vous, Monsieur Maisonneuve, que votre grand patron du service public gauchiste le président François Hollande nous a dit que nous étions « en guerre » contre un ennemi invisible et non nommé ?

Avez-vous pensé, Monsieur Maisonneuve, à la détresse, au désarroi et au désespoir des victimes de violences, de vols ou de viols de ne pas pouvoir accéder immédiatement à une autorité protectrice et réconfortante après avoir subi ces crimes et délits et d'être obligées de mener pantelantes des recherches laborieuses, en pleine nuit, pour trouver un autre hypothétique poste de police ouvert... ?

Avez-vous déjà été agressé, volé ou violé, Monsieur Maisonneuve ?

Je ne le crois pas. Vous êtes enfermé dans votre tour d'ivoire de la rue Mozart, à Aix-en-Provence, toute la journée et vous ne sortez sans doute pas beaucoup dans la rue pour avoir un tel mépris de vos concitoyens.

Seriez-vous aussi enclin à vouloir nous affirmer, Monsieur Maisonneuve, que nous avons trop de forces de l'ordre en France, trop de tribunaux, trop de places de prison, trop d'hôpitaux, de cliniques et d'établissements de santé et bien

sûr une armée bien trop nombreuse... ?

Et bien, vous avez tort, Monsieur Maisonneuve.

La France a aujourd'hui besoin de recruter au moins 200 000 policiers, gendarmes et forces spéciales et 400 000 soldats dans l'armée. Et il faudrait bâtir de nouvelles prisons pour au moins 200 000 cellules disponibles pour les délinquants et criminels qui vont très bientôt en avoir besoin, au lieu de les laisser courir impunément dans les rues.

Les économies d'état doivent se faire sur d'autres postes que la sécurité publique, à commencer par stopper la dilapidation affolante de ce gouvernement fantoche de nos finances en les distribuant par dizaines de milliards d'euros à de nombreux dirigeants d'autres états du monde et à toutes sortes de causes obscures et vénéneuses.

La sécurité publique est un droit du peuple et c'est une obligation constitutionnelle pour l'état de l'assurer, Monsieur Maisonneuve.

Non, Monsieur Maisonneuve, on ne doit pas fermer de postes de police ni de commissariats. Sinon, demain on dira qu'ils ne servent à rien (en effet, plus personne ne pourra s'y rendre) et on continuera à en fermer d'autres. Et les voyous auront un blanc-seing pour mettre la ville à sac et à feu et à sang.

Il y a des sujets sérieux, dans la vie, Monsieur Maisonneuve.

Depuis que vous êtes arrivé à France Bleu Provence, je vous entends peu à peu dériver vers un laxisme bien gauchiste à l'image de celui de vos patrons et je suis très inquiet d'entendre des gens comme vous nier les réalités et s'autoriser à émettre des avis de plus en plus nauséabonds et antipatriotiques.

Votre prédécesseur, Monsieur Jean-Laurent Bernard, était cent fois mieux que vous.

L'information est un métier, Monsieur Maisonneuve. Allez donc apprendre ce métier pour donner une information véritable et objective et pas vos avis personnels délirants.

Continuez votre cuisine, Monsieur Maisonneuve, on ne peut pas vous en empêcher. La loi protège les scribouillards qui se prennent pour des journalistes. Mais vous êtes sûrement plus un ennemi de la France qu'un de ses amis. Et la France ne l'oubliera pas.

Civilement vôtre.

**Laurent Droit**